



**DES MOTS ...** Ou les mille et une manières de mettre en mots les convictions et les engagements qui animent le Printemps de la psychiatrie, et qui légitiment ses appels à la mise en mouvement d'actions et d'**ACTES ...** en ce début de **l'année 2021** :

**Le Printemps de la psychiatrie** continue à s'engager pour le renouveau des soins des personnes en souffrance psychique, poursuivant ses efforts avec détermination pour que les soignés, leurs familles, les aidants et soignants mobilisent les moyens d'agir sur les pouvoirs publics, politiques et économiques :

- afin qu'ils acceptent de donner la priorité aux intérêts communs plutôt qu'aux conflits d'intérêts particuliers des lobbys[1], qui –y compris sous prétexte de la crise COVID– accélèrent le démontage et la privatisation des systèmes publics par le biais du new public management et conduisent la psychiatrie française dans le mur.

- afin qu'ils cessent d'ignorer la nature spécifique du psychisme humain et ses souffrances derrière l'illusion les réduisant à un simple dys-fonctionnement du cerveau qu'il suffirait de stimuler, rééduquer, reconfigurer. C'est vain et dangereux, car déshumanisant et incongru : le groupe social comme l'individu sont faits de leur histoire.

- afin qu'ils soutiennent la re-humanisation de la psychiatrie et de la pédopsychiatrie, tant sur le plan de conceptions de soins, donc de la formation, que sur le plan des effectifs soignants. C'est aussi une voie indispensable pour réduire les hospitalisations sous contrainte et l'isolement, et pour abolir la pratique injustifiée de contention. Le projet de « basculer » davantage dans la « télé-psychiatrie »[2] est contraire aux besoins du soin psychique, renforce son évitement et appauvrit les pratiques.

- pour qu'ils effectuent un réel renversement de tendance budgétaire et stoppent la prédation financière des soins psychiques via leur privatisation marchande. Cela passe par l'abandon de la « réforme » du financement de la psychiatrie en cours, qui s'inscrit dans cette logique.

- afin qu'ils cessent d'amalgamer la maladie mentale et le danger terroriste par la voie d'inscription automatique et stigmatisante des personnes hospitalisées sous contrainte dans le fichier croisé avec celui des terroristes présumés. Qu'ils renoncent au fichier « de données de santé révélant une dangerosité particulière » visant un projet insensé de « sécurité globale ». Aussi, il est inacceptable de confier nos données de santé à une multinationale de droit privé.

- afin qu'ils entendent les *authentiques* représentants des soignés, et de leurs familles, libres des conflits d'intérêts avec les lobbys. Certaines associations agréées, pour le rester, finissent par tolérer ou soutenir la dérive de la psychiatrie vers les conceptions de soin de moins en moins respectueuses et de plus en plus sécuritaires.

- afin qu'ils réorientent les budgets publics vers une recherche qualitative dans tous les champs scientifiques et thérapeutiques (psychodynamique, intersubjectif, institutionnel, biologique, social...), actant que les investissements massifs dans l'approche purement neuroscientifique n'ont pas tenu leurs promesses pour la psychiatrie[3].

Autrement dit, le Printemps de la psychiatrie continue à s'engager pour que la psychiatrie redevienne une discipline abordant le soin de la personne dans tous ses aspects psychiques, somatiques et sociaux, ajustant les thérapies relationnelles, institutionnelles et neuro-biologiques, de façon respectueuse des sujets soignés et de leurs droits. Cela au sein de centres de consultations de proximité suffisamment nombreux, correctement équipés, articulés sur un territoire donné avec les dispositifs semi-ambulatoires et

d'hospitalisation, et associé aux dispositifs médico-sociaux, libéraux et associatifs chaque fois que nécessaire. Autrement dit, prise dans une affection psychiatrique aiguë ou chronique, la personne bénéficie ainsi de tout un dispositif constitué par les coopérations humaines, qui intensifient chez les soignants et les soignés leurs capacités de soigner et de se soigner. Encore autrement dit : Le Secteur psychiatrique.

En conséquence, le Printemps de la psychiatrie refuse la gestion de la psychiatrie par des méthodes fondamentalement opposées, socialement toxiques, calquées sur les processus industriels, sur la captation marchande et la déshumanisation par les procédés numériques, où la personne malade, classée selon ses comportements apparents, disparaît comme sujet, réduite à son seul cerveau (ou même ses parties) à stimuler, à rééduquer voire à « modeler », pour « l'adapter »[4]. Fragmentaire et déshumanisant, ce système de plateformes et de boucles de prestataires privatisés interchangeable - partout où il a été appliqué - ne fait qu'imposer des « économies » de moyens à la recherche de « rentabilité » financière, mais aboutissant inévitablement à la régression du soin psychique et psychiatrique, à la dégradation d'accessibilité des « services » pour tous et à l'abandon des « usagers » non lucratifs, non conformes aux méthodes labellisées, en un mot l'abandon des plus fragilisés sur le plan psychique et social. Autrement dit, un système contraire aux besoins humains en matière de psychiatrie et de pédopsychiatrie, aboutissant dans un futur proche à une Uber-psychiatrie.[5]

*En un mot, en 2021 le Printemps de la psychiatrie continue à s'engager pour mettre en actes une psychiatrie et une pédopsychiatrie sachant accueillir et écouter le sujet en souffrance, le soigner pour lui permettre de mieux lire son monde et savoir mieux le traduire en MOTS.*

**Printemps de la psychiatrie**  
Janvier 2021

**Le Manifeste du Printemps de la psychiatrie a été signé par :** Appel des appels (ADA) – Association méditerranéenne de psychothérapie institutionnelle (AMPI) – Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile (API) – Actualité de la psychanalyse à Troyes – Les Blouses Noires du Rouvray – CEMEA – CGT du Césame, d'Angers (49) ; du CH de Lavaray (81) ; du CHS de Sevrey (71) ; de Vinatier (69) ; du CHU de Nantes – CIPPA – Collectif des 39 – Collectif pédopsychiatrie du 19ème en lutte – Collectif national des psychologues hospitaliers – Collectif Psy de St Jacques (Nantes) – Collectif « Sans fermer » – La Criée – Association Empreintes et Arts – Ensemble ! – Fédération Des Centres Médico-Psycho-Pédagogiques (FDCMPP) – Fédération des orthophonistes de France – La FEDEXC – La FIAC – Le Fil conducteur Psy – France Insoumise – GEFA – GEM Passe muraille de Gap – Génération.s – Humapsy – Inter-collèges des psychologues hospitaliers – NPA – PCF – Pinel en lutte – Le Point de Capiton – Pratiques, les cahiers de la médecine utopique – Les Psy causent – La Psy Cause (collectif soignant psy de St Étienne /42) – Psychiatrie Parisienne Unifiée – Psy soins Accueil – La Rattroupe, collectif soignant – Réseau Européen des Santé Mentale Démocratique – SERPSY – Syndicat des Psychiatres des Hôpitaux (SPH) – Fédération Sud Santé Sociaux – Union Syndicale de la Psychiatrie (USP)... et tous les autres !

## PRINTEMPSDELAPSYCHIATRIE.ORG

[1] En France l'Institut Montaigne via *Fondamental* et leurs émissaires aux postes de pouvoir.

[2] Bellivier F., Délégué ministériel à la santé mentale, Le Quotidien, 8/12/2020.

[3] Kingdon D., Pourquoi les neurosciences ne tiennent pas leurs promesses pour la psychiatrie ? *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, (2020) 68-5 ; 274-276.

[4] Stiegler B., « Il faut s'adapter » - Sur un nouvel impératif politique, Gallimard, 2019.

[5] D'autres pans de la société sont frappés par la même idéologie et la même méthode.